

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 699

Rubrik: Genève

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Courrier du cœur

Dans son bulletin d'information N° 1, la Fondation suisse de cardiologie incite ses lecteurs à manger moins gras, afin de se prémunir contre le fâcheux infarctus du myocarde. Heureuse initia-

tive. Pour mieux les convaincre, elle publie le tableau que nous prenons la liberté de reproduire ci-dessous:

Taux de cholestérol dans le sérum sanguin et fréquence relative des décès par infarctus	Pays (adultes)	Taux moyens de cholestérol (mg/dl)*	Mortalité par infarctus du myocarde
	Finlandais	260	+++
	Norvégiens	250	+++
	Anglais	240	+++
	Allemands	234	+++
	Américains	217	++
	Maoris	188	+
	Japonais	171	+
	Coréens	168	(+)
	Indiens du Mexique	134	—
	Végétariens aux USA	126	—
	Ethiopiens	104	—

* Chiffres tirés de la littérature mondiale

Les Ethiopiens l'ont compris avant nous: le moyen le plus sûr d'échapper à la mort par infarctus est de se dépêcher de mourir de faim avant.

GENÈVE

Trompe-l'œil écologiste

A Genève, comme ailleurs en Suisse, seules les escarmouches qui marquent la convoitise générale à l'endroit du vote «écologiste» rompent (avec, dans une moindre mesure, l'émergence des Organisations progressistes en Suisse allemande) la morosité de la campagne électorale qui prend son rythme de croisière.

Eclat, il y a quelques mois, dans la cité du bout du lac Léman: la relance du Parti écologiste genevois

(PEG), qui regroupe une minorité de sympathisants écolos, style bon chic bon genre, lesquels, d'ailleurs, ne se sont pas signalés depuis lors par une activité débordante dans les combats quotidiens (une exception: l'avocat R. Schaller, président de l'Union des piétons, aujourd'hui vert tendre, après une longue période de militance communiste).

L'opération PEG a laissé à la majorité des militants écologistes un goût amer (ils ne l'avouent du reste pas volontiers): n'avaient-ils pas, eux, avec un succès certain, parié sur l'inscription dans les partis existants pour faire valoir leur point de vue

avec efficacité? Réponse du berger à la bergère, tout récemment: la publication d'une liste «interpartis» de personnalités à l'écologisme inattaquable, liste qui met notamment sur le même pied le PEG et le parti radical, dont les préoccupations de défense de l'environnement ne dépassent pas l'insertion d'un paragraphe «ad hoc» dans un programme électoral.

Coup fumant, magnifiquement répercuté par toute la presse locale. Coup fumant, mais coup fourré pour les socialistes: l'appui accordé à la très libérale Monique Bauer-Lagier qui fait liste commune bourgeoise («devoir conjugal», dit la «Voix ouvrière») avec le radical Robert Ducret pour le Conseil des Etats, risque d'être fatal au socialiste Willy Donzé, candidat de toute la gauche; et pour arranger les choses, ce sont encore les socialistes qui, selon toute probabilité, feraient les frais d'une éventuelle entrée du PEG au National (le troisième siège socialiste a été obtenu de justesse il y a quatre ans)...

Pilule amère pour la formation de gauche qui, tant aux Chambres qu'au Grand Conseil, n'a pas ménagé son appui aux thèses «vertes».

Facile de comprendre, dans ces conditions, la mauvaise humeur de certains socialistes à l'endroit de leurs camarades qui exercent des responsabilités dans le mouvement écologiste.

VERTS ET SOCIALISTES

L'incident ne devrait cependant pas faire oublier l'apport des «verts» à la gauche démocratique genevoise: celle-ci, depuis une dizaine d'années, est allé puiser dans les associations écolos nombre de ses leaders, de ses militants et elle a su maintenir avec ces groupes des liens privilégiés grâce avant tout à l'activité de ceux qui n'ont pas hésité à assumer une double responsabilité, dans les rangs socialistes et au sein de la mouvance active sous le signe de la protection de l'environnement (au sens

large). Atout capital pour la gauche, si on prend en compte d'une part l'impact des revendications écologistes, en particulier parmi les jeunes, et d'autre part la méfiance croissante de l'opinion publique face aux partis.

Il n'empêche que dans le cas précis, cette liste panachée de personnalités «vertes» est un piège. Et même un piège grossier pour le corps électoral: cette addition de quatre ou cinq noms, un par parti, renforce l'idée selon laquelle toutes les formations politiques sont faites du même bois (également sales) et envisagent les problèmes écologiques de manière identique. Trompe-l'œil manifeste!

Une recommandation de vote écologiste sérieuse devrait au moins ajouter aux noms portés au tableau d'honneur vert un compte rendu des votes, parti par parti, voire des recommandations de votes pendant la dernière législature. Ce qui reviendrait, à Genève, à privilégier le parti socialiste, le plus souvent du côté des «verts» (avec un bon point, par anticipation, pour le PEG, encore qu'on puisse exprimer les plus sérieuses réserves sur sa stratégie globale — DP 671: «Genève: des écologues de droite?»).

Il faut pourtant l'admettre: la majorité des membres des associations écologistes sont incapables aujourd'hui d'assumer une recommandation de vote aussi déséquilibrée en faveur de la gauche¹, même si elle est justifiée par les prises de position socialistes.

Tant qu'il en sera ainsi, une liste de personnalités admises au label électoral écologiste ne peut être que le fruit d'un exercice alibi douteux, puisqu'elle met sur le même pied un Gilles Petitpierre, dont la sincérité des convictions écologistes n'a d'égale que son isolement au sein du parti radical, et le socialiste René Longet, par exemple, qui peut compter sur l'accord de tout son parti.

¹ La prise de position, lundi dernier, du PEG en faveur de Mme Bauer-Lagier et de W. Donzé pour le Conseil des Etats est un pas dans la bonne direction, puisqu'il semble qu'une évaluation des votes du socialiste a été prise en compte.

UN POUR TOUS, TOUS POUR UN

Fortune: les extrêmes genevois

Richard Schwertfeger consacre un article de la «Schweizerische Handelszeitung» à la récente statistique de la fortune en Suisse et il illustre son article par divers tableaux. Comparons celui qui classe les cantons comptant le plus d'«infortunés», dans l'ordre décroissant (et en pourcent): Soleure, Jura, Genève, Vaud, Argovie et Lucerne, avec celui des cantons qui abritent le plus de millionnaires (aussi dans l'ordre décroissant et aussi en pourcent): Zurich, Zoug, Genève, Bâle-Ville, Tessin et Saint-Gall. Une curiosité: Genève apparaît dans les deux tableaux: 43,39% des contribuables sont sans fortune (moyenne suisse 35,48%) et 1,79% des contribuables sont millionnaires (moyenne nationale 1,20%).

AUTOGESTION

Petit à petit...

Le Réseau de l'autogestion lance une campagne d'automne pour recruter des personnes disposées à commanditer les entreprises à la recherche de fonds. On demande des contributions mensuelles, des prêts directs portant intérêts en nature, des avances sans intérêts ou d'autres appuis. Car les entreprises vivent mais ne peuvent pas, dans bien des cas, se passer de capitaux pour des investissements durables.

Le réseau a été créé en 1981. Il organise des échanges d'expériences, des séminaires (par exemple à Leysin en automne 1981), publie un bulletin trimestriel, gère un fonds d'encouragement de l'autogestion auquel une centaine de personnes contribuent régulièrement, met sur pied une fondation

pour le deuxième pilier des entreprises autogérées et conseille les entreprises affiliées en matière d'assurances.

UN MILLIER D'EMPLOIS

Une partie seulement des entreprises autogérées suisses sont affiliées au Réseau. Selon certaines évaluations, il y a actuellement 250 entreprises de ce type en Suisse et leur chiffre d'affaires total est d'environ 100 millions de francs par année. Ce sont des restaurants, des magasins d'alimentation, des ateliers de réparation, des librairies, des gérances, des fiduciaires, des imprimeries et nous en passons. Un millier d'emplois ont été créés dans ces entreprises. Certains produits nouveaux ont été mis dans le commerce alors qu'il y avait une demande, mais pas d'offre, le tofou par exemple, qui remplace la viande et peut être fabriqué à partir du soja.

La presse alémanique, tout particulièrement la presse de gauche («Volksrecht», «Die Region», «Tell» et «WochenZeitung»), s'est fait l'écho d'une campagne dont les retombées financières seront intéressantes à décortiquer.

En tout état de cause, une première remarque, les consommateurs qui s'adressent à de telles entreprises sont-ils conscients que les salaires de la plupart des «associés» varient entre 1200 et 2000 francs par mois (un géant parmi les entreprises autogérées, le SSR, agence de voyage des étudiants, avec à lui seul 131 employés, n'est pas pris en compte dans ces évaluations)?

Et finalement, combien de personnes indépendantes exerçant un négoce, un service (traduction, par exemple) ou une autre activité en toute liberté et sans collaborateur sont d'authentiques autogestionnaires de leur vie? Faire de l'autogestion sans le savoir...

Adresse utile: Netzwerk für Selbstverwaltung, Baslerstr. 106, 8048 Zurich.